

Le Parlement européen vote contre les ambitions vertes de la politique agricole

PAR AMÉLIE POINSSOT
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 24 MARS 2022



Session du Parlement européen, le 23 mars 2022. © Photo Valeria Mongelli / AFP

Sur fond de guerre en Ukraine, les élus européens ont débattu de la stratégie «De la ferme à la table», volet agricole de la politique climatique de la Commission. Conservateurs, libéraux, extrême droite et sociaux-démocrates mettent désormais ces objectifs écologiques au second plan.

D'un côté, une volonté farouche de faire tomber «De la ferme à la table» («Farm to Fork Strategy»), les objectifs de la Commission européenne pour rendre l'agriculture du continent un peu plus écologique. De l'autre, une conviction qu'il ne faut pas céder une miette de cette ambition inédite venant de l'exécutif européen. Et au milieu, un «en même temps» qui prône l'assouplissement de cette feuille de route pour permettre, dans l'urgence, d'accroître la production agricole...

Le Parlement européen était profondément divisé mercredi 23 mars à l'occasion du débat sur **une résolution** au sujet de la «sécurité alimentaire à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union», qui pointe la nécessité d'*«accroître la production»*, et après **les annonces** de la Commission sur des mesures immédiates pour le secteur agricole.

La résolution, adoptée jeudi matin par 413 voix sur 705, a fait la quasi-unanimité chez les conservateurs du PPE (Parti populaire européen, où siège le parti Les Républicains), chez les libéraux de Renew (où siège La République en Marche), ainsi que dans les

rangs des extrêmes droites ECR (Conservateurs et réformistes européens) et ID (Identité et démocratie, où siège le Rassemblement national).

Les partis S&D (Alliance progressiste des socialistes et démocrates) et Left (gauches radicales, où l'on retrouve La France insoumise) étaient divisés. Chez le premier, seulement un tiers se sont abstenus ou ont voté contre (parmi lesquels les socialistes français); chez le second, ils étaient deux tiers à s'abstenir ou à voter contre (avec, là aussi, les parlementaires français). La famille écologiste, en revanche, a voté à l'unanimité contre le texte.



Session du Parlement européen, le 23 mars 2022. © Photo Valeria Mongelli / AFP

La guerre menée par l'armée russe en Ukraine, provoquant l'arrêt de l'acheminement des matières premières en provenance de la mer Noire, d'où partent en temps normal 30% du marché mondial des céréales, a rebattu les cartes: depuis le 24 février, lobbies productivistes, droites européennes et ministres de l'agriculture – dont le Français Julien Denormandie – n'ont eu de cesse de critiquer la stratégie «De la ferme à la table» et d'appeler à augmenter les capacités de production du continent. Dans **son discours** détaillant les grandes orientations de sa campagne, la semaine dernière, Emmanuel Macron a également dévoilé sa volonté de torpiller cette feuille de route européenne.

« De la ferme à la table », élément clef du Pacte vert européen lancé par la Commission von der Leyen, promettait, d'ici à 2030 à l'échelle de l'Union européenne (UE), un triplement des surfaces cultivées en bio, une diminution de moitié des pesticides et une baisse de 20% des engrais chimiques. Mercredi, l'exécutif européen a décidé de repousser à cet été la présentation de cet ensemble de mesures. Cette stratégie devait pourtant permettre d'aller vers une

agriculture plus autonome, moins dépendante des produits importés, ont plaidé plusieurs parlementaires écologistes dans l'hémicycle.

Exploiter les surfaces d'intérêt écologique

«*Nous dépendons beaucoup des importations pour le foin, les engrais, l'énergie...*, a ainsi dénoncé l'eurodéputé irlandais Luke Ming Flanagan. *Et maintenant, vous allez détruire les espaces réservés à la biodiversité pour produire davantage. Mais ce n'est pas pour alimenter les pays en difficulté du fait de la guerre en Ukraine, c'est pour nourrir le bétail européen !* »

La Commission européenne a en effet également annoncé ce mercredi l'autorisation d'exploiter les surfaces dites d'«intérêt écologique» (haies, mares, jachères, prairies permanentes...). Avoir 3% de ces surfaces non cultivées sur son exploitation agricole était une condition pour décrocher les subventions publiques de **la nouvelle PAC** (politique agricole commune). Cette modeste mesure contribuant à la préservation des sols et de la biodiversité correspond à environ 4% des terres agricoles européennes.

Le projet de résolution voté par le Parlement européen par la droite du PPE, l'extrême droite, Renew et une partie des sociaux-démocrates, va dans le même sens: il demande d'«*utiliser des terres mises en jachère pour la production*».

Pendant le débat, mercredi soir, le camp conservateur et l'extrême droite de l'hémicycle se sont félicités des décisions prises par la Commission. Norbert Lins, élu allemand sur les rangs du PPE et président de la commission de l'agriculture du Parlement européen, y est même allé d'une envolée lyrique: «*Poutine utilise la faim comme une arme. Chaque tonne de céréales en Europe est une tonne que l'on investit pour la démocratie et la liberté.*»

Sauf que... ces céréales produites dans l'UE ne vont pas nécessairement nourrir les populations. A l'heure actuelle, deux tiers d'entre elles servent en réalité à alimenter les élevages du continent. Selon **les propres chiffres** de la Commission européenne, seulement un tiers de la production européenne de céréales

va à l'alimentation humaine. Les arguments selon lesquels il faudrait augmenter la production agricole pour nourrir le monde, et en particulier les pays méditerranéens qui importaient la quasi-totalité de leur blé d'Ukraine et de Russie, ne tiennent guère la route.

En Europe, ce sont surtout les élevages intensifs, très consommateurs de grains, qui boivent la tasse depuis le début de la guerre en Ukraine. Ainsi que **nous le racontions** pendant le Salon de l'agriculture au début du mois, les secteurs du porc et de la volaille, notamment, se trouvent en grande difficulté. La Commission européenne a d'ailleurs décidé une aide exceptionnelle de 500 millions d'euros à destination des agricultrices et agriculteurs les plus dépendants de ces importations.

Dans les rangs de Renew et dans ceux des sociaux-démocrates, la tentation était forte, mercredi soir, de céder à l'impératif productiviste face à l'alerte lancée la semaine dernière par les Nations unies sur le risque de pénuries et de famines. Mais les groupes continuaient parallèlement de s'afficher en faveur d'une agriculture plus «durable» et plus «résiliente» dans le futur.

«*Ne cédon pas à un retour en arrière*, a ainsi déclaré la libérale allemande Ulrike Müller. *Mais les agriculteurs ont besoin de perspectives, de produire plus, il faut l'appliquer dans les champs. C'est encore plus vrai aujourd'hui que cela ne l'était avant le 24 février.*»

Anja Hazekamp, eurodéputée néerlandaise (Left)

Même credo pour la socialiste espagnole Clara Aguilera: «*Le plus important est de répondre à la demande humanitaire. Le plan de mesures de la Commission européenne est bienvenu. Il faut faire preuve de souplesse, tout le reste, ce sont des stratégies politiques, ne tombons pas dans ce travers.*»

Le camp socio-démocrate est toutefois divisé, comme le montre cette intervention d'une autre élue, l'Allemande Maria Noichl: «*C'est méprisable d'utiliser la guerre pour son propre compte. C'est méprisable de la part du PPE d'utiliser cela pour rejeter le Pacte vert et les engagements sur la biodiversité.*»

Position plus cohérente du côté de Left, l'ensemble des gauches radicales européennes où siège La France insoumise (LFI): *«La nature est essentielle pour nos existences, indispensable, et la Commission européenne, en donnant des millions à l'industrie agroalimentaire, est en train de faire de la nature une victime de la guerre, a plaidé la députée néerlandaise Anja Hazekamp. On est en train de faire une erreur considérable, on se laisse mener par l'industrie de l'élevage alors que c'est l'inverse qu'il faudrait faire.»*

« On a besoin de plus d'écologisation pour être indépendant des importations de céréales et de soja, et non pas de revenir en arrière vers la politique des années 1970 et 1980 », a souligné de son côté l'Allemand Martin Häusling, pour le groupe des Verts.

La bataille contre la politique «De la ferme à la fourchette» de la Commission européenne avait commencé l'an dernier. En octobre, déjà, **Mediapart avait révélé** le lobbying à l'œuvre à Bruxelles de la part de différentes organisations productivistes pour réduire au maximum les ambitions de cette feuille de route et en dénigrer les résultats attendus. Cette fois-ci, à l'aune de la guerre en Ukraine, elles pourraient bien obtenir gain de cause.

Boîte noire

L'article a été actualisé jeudi 24 mars à 13h30, avec le résultat du vote qui se tenait en fin de matinée.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Allières

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.